

Etre jeune au Guatemala

Au Guatemala, comme dans tous les pays du monde, la jeunesse est loin d'être une entité homogène. Les différences entre les villes et les campagnes sont très importantes. Dans la capitale, un fossé sépare les enfants des riches et les jeunes qui vivent dans les rues. Une politique de l'enfance et de la jeunesse fait cruellement défaut.

Quelques chiffres révélateurs (1) :

- 4 pauvres sur 10 sont des mineurs de moins de 15 ans
- 1 adolescent indigène sur 10 a accès à l'éducation
- 5 adolescents indigènes sur 100 accèdent à l'université
- Toutes les 24 h. on enregistre l'homicide d'un enfant ou d'un adolescent

Les organisations de jeunes, comme la JOC et le MOJOCA (Movimiento de Jovenes de la Calle), et des syndicats, comme la CGTC et le MTC (2), réclament depuis des années une « Ley nacional de la Juventud » qui indiquerait clairement qu'il s'agit d'une population prioritaire. Cette loi (qui ne résoudrait pas tous les problèmes) pourrait devenir un instrument important pour élaborer des solutions aux violences dont les jeunes des milieux populaires sont victimes.

Ce sont donc ces jeunes de familles très pauvres et les filles et les garçons des rues qui constituent les publics avec lesquels travaillent la JOC et le MOJOCA. Ils accèdent très rarement à des études supérieures et à une qualification reconnue. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils décrochent un travail formel avec une couverture sociale. Ils doivent se contenter de survivre avec de petits boulots dans le secteur informel.

Cette situation a amené le MOJOCA à multiplier les formations professionnelles - surtout dans le secteur de la restauration- et à mettre en œuvre des « Talleres solidarios » : une boulangerie-pâtisserie, une pizzeria et une cafétéria qui fournissent du travail et/ou une formation à une vingtaine de jeunes (3). Un programme qui bénéficie du soutien fidèle de WSM.

Par ailleurs, ces jeunes sont victimes de violences (sexuelles et autres y compris assassinats). De la part de milices privées, de bandes et parfois même de la police. Non seulement ils ne sont pas protégés, les criminels jouissent souvent de l'impunité, mais, plus grave encore, elles et ils sont maltraités et sous-alimentés dans des institutions publiques.

En ce début d'année 2017, une actualité sinistre l'a rappelé : 41 jeunes filles placées au Hogar « Virgen de la Asuncion » sont mortes carbonisées. Elles s'étaient rebellées contre les mauvais traitements qu'elles subissaient, elles avaient été enfermées et personne n'est venu à leur aide !

Les jeunes de la rue ont été bouleversés par ce drame qui touchait des jeunes de leur âge et plusieurs qu'ils avaient côtoyés. Le MOJOCA a organisé le 1 mai un rassemblement pour honorer leur mémoire et réalisé une stèle (voir photo) inaugurée en présence de plusieurs centaines de jeunes. 29 associations se sont jointes à cette réaction et ont signé le communiqué (en annexe).

Il s'agit donc d'accompagner les jeunes dans les actions pour défendre leurs droits, de développer leur conscience politique et la formation de leaders et de tabler sur leur solidarité. En outre, il faut revendiquer pour tous les jeunes le droit à un travail digne.

Dans ce pays riche, les graves problèmes de l'enfance et de la jeunesse (dont la majeure partie vit dans la grande pauvreté) sont le résultat de la concentration de la richesse dans les mains d'une minorité. Ils ne pourront se résoudre sans un changement radical de politique sur le plan fiscal, de la redistribution des richesses, de la formation, de l'emploi et des droits pour toutes les personnes et toutes les communautés.

- (1) Chiffres issus du rapport 2015 du bureau des droits humains de l'Archevêché de Guatemala.
- (2) CGTG=Central General de Trabajadores de Guatemala. MTC= Movimiento de Trabajadores Campesinos(as) San Marcos
- (3) www.mojoca.be